



VINCENT
nouveau
Président du CVS

**RÉDUCTION DES
RISQUES AVEC EGO**
**LES USAGERS
DE L'EST
EUROPÉEN**

**EGO
REVIENT
DU QUÉBEC**

CONSEIL DE QUARTIER

**DÉMOCRATIE
ET SOLIDARITÉ À
LA GOUTTE D'OR**



PAGE.3

ÉDITO

Les réfugiés de la Goutte d'Or ont pu compter sur la solidarité de ses habitants et de son réseau associatif.

À EGO nous sommes fiers d'appartenir au territoire de la Goutte d'Or.

PAGE.4

ÉCHOS D'EGO

La boutique STEP, située près de la chapelle, est souvent prise, par les passants, pour une galerie d'art. Ce qu'elle est, après tout, parce que c'est ici qu'ont lieu les ateliers d'art plastique et de photographie

PAGES.12-13

INTERNATIONAL

En Europe du Nord, des associations mettent en œuvre une chose qui semble impossible en France comme introduire de la démocratie dans les prisons et salarier d'anciens détenus pour accompagner les personnes incarcérées.

PAGES.14-15

EXPERTISE

L'Association francophone pour le savoir (ACFAS) a tenu au Canada, du 25 au 29 mai, son 83ème congrès avec près de 3500 scientifiques. Le congrès a entendu pas moins de 2500 communications et notamment celle présentée par Mathieu Lovera, éducateur à STEP.



EN UNE DU N°85 ET N°86

La photo qui illustre la couverture du numéro de juin 2015 est une réalisation de CRIS. Cette précision manquait.

Que l'auteur nous pardonne cet oubli désormais réparé. Et à la une de ce numéro 86 un dessin de BABARAMA pris sur la façade de l'Echomusée de la rue Cavé dans le XVIIIe.



Alter-Ego Le Journal

Directrice de la publication

Lia Cavalcanti

Coordination de la rédaction

Mireille Riou

Comité de rédaction

Abdellah Berghachi,
Lia Cavalcanti, Léon Gombéroff,
Aude Lalande, Mireille Riou

Conception et réalisation

Riou Communication
riou-ortiz.mireille@orange.fr

Iconographie

Mireille Riou
EGO

Imprimerie

DEJALINK
Stains
93240

Parution

Trimestrielle - 2000 ex.
ISSN 1770-4715

Contact

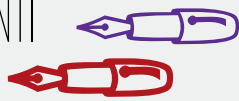
EGO
Association AURORE
6 rue de Clignancourt
75018
Tel 01 53 09 99 49
Fax 01 53 09 99 43
ego@aurora.asso.fr



sommaire

NOUS SOMMES FIERS D'APPARTENIR AU TERRITOIRE DE LA GOUTTE D'OR

par Lia CAVALCANTI



C'est sous les rails de la ligne 2, liant Nation à Porte Dauphine, que les réfugiés se sont installés dans ce début d'année 2015, prenant tout le monde de court. Et pourtant, leur arrivée était prévisible car depuis 2012 ils ont émergé par petits groupes dans les espaces publics de la Goutte d'Or. La proximité de la Goutte d'Or avec la gare du Nord, passage incontournable pour les migrants en route vers Calais, dernier arrêt avant de tenter d'accéder à l'autre côté de la Manche, a favorisé cette situation. Des dizaines de réfugiés circulaient déjà dans le quartier avant cette grande vague de nouveaux arrivants. Installés dans l'espace exigu contenu entre les deux voies de circulation du boulevard de la Chapelle, sous le métro, ils ne disposaient ni de l'eau ni de conditions d'hygiène élémentaires. Seules les tentes sont arrivées rapidement, alignées les unes à côté des autres, donnant un semblant d'ordre totalement irréal. Situation provisoire qui a cependant duré plusieurs mois. Originaires principalement de Syrie, d'Éthiopie et d'Érythrée, ces hommes et ces femmes accompagnés parfois d'enfants,

fuyaient la mort, la famine, la torture et très souvent les viols : l'horreur absolue. Ces presque 500 personnes comptabilisées par Emmaüs et France Terre d'Asile, attendaient de l'aide et de la protection, un hébergement digne de ce nom ainsi que des soins d'urgence dans « le pays des droits de l'homme ». Grand nombre d'entre eux ont contracté la gale, des infections, présentaient des contusions, des problèmes traumatologiques, sans compter les atteintes psychiques qui apparaissent inéluctablement en situation de guerre et de violence. Le réseau hospitalier de l'AP-HP n'a répondu qu'au compte-gouttes aux besoins de soins de cette population. Les grandes associations humanitaires, débordées par des demandes émergeant de toute part, n'ont pas pu ou n'ont pas su répondre à la demande de réfugiés installés sous la ligne 2. La crise atteint son paroxysme quand le campement est démantelé par une opération « sanitaire humanitaire », coordonnée par la Préfecture de police, avec la promesse du relogement de tous. Promesse qui a été partiellement tenue. Sans solution d'hébergement un grand nombre d'entre eux sont retournés le soir même à la Goutte d'Or. Refusant le fatalisme de l'impuissance, des riverains et certaines associations de la Goutte d'Or, déjà concernés par cette population dès leur arrivée dans le quartier ont, spontanément,

pris les choses en main. On disait que le quartier s'était « embourgeoisé » et qu'il perdrait peu à peu, inévitablement, sa vitalité solidaire, en raison des grands changements urbanistiques et sociologiques survenus à l'aube de l'année 2000. On croyait qu'une classe moyenne individualiste sonnerait le glas de la solidarité. Rien de moins vrai. Des riverains se sont mobilisés pour venir en aide à ces hommes et ces femmes en détresse. Certains habitants se sont mobilisés pour leur faciliter l'accès aux soins. D'autres les ont accueillis dans les espaces publics collectifs, comme le jardin du Bois Dormoy, et parfois même chez eux. Grâce à la générosité de certaines associations, mais également aux dons des habitants et commerçants locaux, jusqu'à 120 repas ont pu être servis par jour. La chaîne solidaire a été et est encore présente à ce jour, réaffirmant la destinée de la Goutte d'Or comme terre d'accueil privilégiée pour ceux qui se trouvent dans le besoin et dans la souffrance. C'est pourquoi, à EGO, nous sommes fiers d'appartenir à ce territoire qui, parmi les premiers, a manifesté une solidarité qui aujourd'hui trouve un écho national.





LA PHOTO COMME POINT DE VUE DES USAGERS

LA BOUTIQUE STEP, SITUÉE PRÈS DE LA CHAPELLE, ÉTAIT SOUVENT PRISE, PAR LES PASSANTS, POUR UNE GALERIE D'ART. CE QU'ELLE EST AUSSI PUISQUE C'EST ICI QU'ONT LIEU LES ATELIERS D'ART PLASTIQUE TELS QUE LA PHOTOGRAPHIE.

C'est ici qu'ont lieu les ateliers d'art plastique mais également que, régulièrement, sont exposées les œuvres réalisées par les usagers. C'est donc aussi tout naturellement que les photos réalisées

d'accueil de la rue Saint-Luc, celles qui se montrent à STEP sont le produit d'une idée émise, à l'origine, par Philippe, ancien éducateur, et reprise par d'autres. Ici la photographie, comme le dit Charlotte Cotton, « c'est le neutre ».

LE NEUTRE

Le « neutre, caractérisé par l'absence de drame et d'hyperbole visuelle ». Ces images exposées, dont la forme et le contenu dramatique sont aplanis, neutralisés, ces images semblent être

le produit d'un regard de l'objectif par le modèle. Ce n'est donc pas le point de vue du photographe qui prime avant tout. Interrogés sur la motivation de passer devant l'objectif de l'appareil photo, les usagers donnent une réponse qui semble faire consensus : « Je m'affirme, j'assume et je m'affiche avec les autres copains ». Ce n'est pas de l'arrogance. Simplement une envie de témoigner par sa propre image. Voilà une attitude généralisée qui est une nouvelle prise de position de nos usagers. Ils jouent la transparence et n'ont plus l'esprit de se cacher sous un faux semblant qui ne traduit pas leur réalité. Alors, peintures ou photos, il y a toujours quelque chose à découvrir à Step. Il suffit d'en franchir le seuil.

SYLVAIN MOLOTOALA,
Éducateur spécialisé

AVEC LES VICTIMES DE LA RUE MYRHA

Huit morts dont deux enfants, des blessés. C'est le lourd bilan du terrible incendie qui a ravagé un immeuble de la rue Myrha en plein quartier de la Goutte d'Or au matin du 2 septembre. Bien vite, on a su qu'il était d'origine criminel. Les riverains, les habitants de ce quartier de la Goutte d'Or, les associations, les élus de l'arrondissement sous le choc d'un tel drame ont tenu à rendre hommage aux victimes en organisant une marche le vendredi 4 septembre. Lia Cavalcanti, directrice d'Ego-Aurore (que l'on voit ici aux côtés de Michel Neyreneuf,

adjoint au maire du XVIIIe et de Pierre Leyrit, directeur de Coordination toxicomanie) était dans le défilé qui s'est rendu devant l'immeuble où huit habitants de la Goutte d'Or ont péri. La marche était conduite par la municipalité qui a apporté tout son soutien aux familles.



échos.dego

LES USAGERS DE L'EST EUROPÉEN

UN PUBLIC NOUVEAU, ARRIVANT DE L'EST DE L'EUROPE, A FAIT SON APPARITION DANS LES STRUCTURES D'ACCUEIL DES USAGERS DE DROGUES AU DÉBUT DES ANNÉES 2000. UN NOUVEAU DÉFI POUR LES CAARUD ET LES CSAPA QU'ILS RELÈVENT AVEC UN ENGAGEMENT SANS FAILLE.

Voilà maintenant plus de quinze ans que les structures spécialisées ont vu arriver ces nouveaux usagers de drogues russophones. Parmi eux, des Tchétchènes, des Ukrainiens et surtout des Géorgiens. Les équipes étaient tout à coup sollicitées par un nouveau public dont elles avaient tout à apprendre pour être en mesure de répondre à ses sollicitations.

Quinze ans après, EGO qui accueille un nombre significatif de ces usagers fait un premier bilan. C'est au cours d'une de ses assemblées publiques, un rendez-vous mensuel des usagers, des riverains et de tous ceux qui le souhaitent, que Claire Noblet, chef de service au CSAPA, a fait, au nom de toute l'équipe, une présentation du travail réalisé depuis six ans avec ce public. Si d'autres centres de soin, comme celui de Gaïa à Paris, reçoivent des usagers de l'Est européen depuis 2000, c'est en 2009 qu'ils apparaissent dans la file active du CSAPA d'Ego. Cette année là, les Géorgiens sont 14 sur une file active de 289 patients. Cinq ans plus tard ils sont 140 sur 420. Très vite, le personnel du CSAPA d'Ego doit s'adapter à des demandes spécifiques : les demandes de ces patients, qui ne parlent pas notre langue, se limitent pour l'essentiel à la seule délivrance d'un traitement de substitution aux opiacés (TSO). Certains

mettent, parfois, la pression sur les équipes et provoquent quelques

altercations avec les habitués du centre. Pour le personnel du CSAPA il est urgent de connaître et comprendre ces nouveaux venus. Pour ce faire, il fait appel à l'équipe Bociek de l'association Charonne, équipe créée en 2007 spécialisée dans l'orientation psychosociale des migrants d'Europe de l'est. Des vacations régulières d'une interprète géorgienne sont assurées pour des entretiens d'évaluation médico-sociale. Un infirmier du CSAPA présente un mémoire d'addictologie ciblé sur le public géorgien, tandis qu'une délégation d'Ego se rend à Tbilissi en Géorgie. Gaïa, qui effectue des missions régulières en Géorgie et l'équipe de Bociek, viennent tour à tour faire partager leurs connaissances aux équipes d'Ego.

Peu à peu, le CSAPA d'Ego va se doter de nouveaux moyens pour accompagner les usagers russes et géorgiens : les informations essentielles au bon fonctionnement du service sont traduites, une psychologue russophone ainsi qu'un éducateur franco-russe sont embauchés, des cours de français sont dispensés et ... un représentant russe fait son entrée au Conseil de la vie sociale. Dans le même temps, la ligne budgétaire des traitements de substitution est augmentée et une consultation mensuelle en hépatologie est assurée. Car ces nouveaux venus ont la particularité d'être majoritairement porteurs du virus de l'hépatite C. Aujourd'hui les résultats peuvent réjouir les équipes soignantes: sur 33 patients traités, entre 2011 et 2014, 29 étaient des patients provenant de l'Europe de l'est. Ils bénéficient des fameux nouveaux traitements contre l'hépatite C, 7 d'entre eux depuis le début de 2015. Si l'intégration de ces personnes ne pose plus aujourd'hui de problème, il reste quelques inquiétudes : pas ou trop peu de régularisations sont accordées, ce qui rend les séjours incertains, anxiogènes et perturbent l'observance aux traitements dont ils ont absolument besoin.

MIREILLE RIOU
(AVEC CLAIRE NOBLET)



échos.dego

EGO FAIT LA CLASSE

Chaque année les différents services forment une dizaine de stagiaires dans plusieurs disciplines.



LA FORMATION DES FUTURS TRAVAILLEURS SOCIAUX EST UN ASPECT DE NOTRE TRAVAIL DONT ON PARLE PEU. POURTANT, CE QUI CARACTÉRISE NOTRE POLITIQUE D'ACCUEIL ET DE FORMATION DES STAGIAIRES, C'EST NOTRE OUVERTURE VERS LES CENTRES DE FORMATIONS DE TRAVAILLEURS SOCIAUX OU DES DISCIPLINES UNIVERSITAIRES PRÉPARANT AUX CARRIÈRES SOCIALES. CHAQUE ANNÉE, NOS DIFFÉRENTS SERVICES ACCUEILLEN ET FORMENT UNE DIZAINE DE STAGIAIRES TOUTES DISCIPLINES CONFONDUES. LA MAJORITÉ DES PERSONNES FORMÉES EST CONSTITUÉE D'ÉDUCATEURS, MAIS ON Y TROUVE AUSSI DES ASSISTANTES SOCIALES, DES PSYCHOLOGUES, DES ANIMATEURS, DES MÉDIATEURS, AINSI QUE DES CHERCHEURS PRÉPARANT DES DIPLÔMES UNIVERSITAIRES DANS LES DISCIPLINES SOCIALES OU MÉDICO-SOCIALES. ILS VIENNENT DE FRANCE, D'AMÉRIQUE DU SUD, D'ESPAGNE, DU MAGHREB.



Du fait de la position d'EGO dans le domaine des addictions, nos services reçoivent en permanence des demandes de stage en tout genre. Mais, en raison de nos capacités d'accueil limitées, nous sommes obligés de faire un tri et d'opter pour les plus motivés des candidats. La rigueur que nous mettons à choisir nos stagiaires s'explique par les spécificités de notre public qui exigent de nos accueillants et travailleurs sociaux des dispositions et aptitudes particulières dont il sera question un peu plus loin.

Une fois le stagiaire admis et sa référence attribuée, il est tout de suite jeté dans le bain de la pratique. Celle-ci doit être encadrée car on estime qu'il n'y a pas meilleure façon d'apprendre que de devoir agir et de voir les autres en action. Durant sa formation, le futur travailleur social est invité à animer des ateliers, à participer à des actions d'information, de prévention, d'accompagnement etc. C'est également dans ce cadre qu'il est invité à proposer des projets socio-éducatifs, qui, une fois approuvés par l'équipe et validés par la hiérarchie, seront mis en pratique et évalués. Dans cette optique, sont privilégiés les projets innovants, inventifs et dont les objectifs sont conformes à nos missions et à nos valeurs. Le fait de

mettre les futurs travailleurs sociaux face aux exigences du public a pour objectif de leur permettre de confronter les enseignements théoriques dispensés par les centres de formation à la complexité du terrain. Car, aussi précieux que soient ces enseignements, ils demeurent inopérants s'ils ne sont pas mis à l'épreuve de la pratique. Or le terrain que nous offrons est d'une richesse et d'une complexité exigeant la meilleure des préparations.

La richesse de notre terrain de formation provient aussi de l'étendue et de la variété des missions qu'un travailleur social exerçant à EGO est amené à accomplir.

AU-DELÀ DES TÂCHES CLASSIQUES

Car au-delà des tâches classiques, accueillir, informer, orienter, accompagner dans le soin, le travailleur social peut être amené à animer un groupe de musique ou une équipe sportive composée d'utilisateurs, prendre part à l'organisation d'une fête de quartier, impliquer des utilisateurs dans une friche, participer à un projet de végétalisation avec le voisinage, ou organiser une exposition de peinture dans le cadre d'une manifestation à l'échelle nationale.

Pour nous, former des travailleurs sociaux, c'est essentiellement leur donner

échos.dego

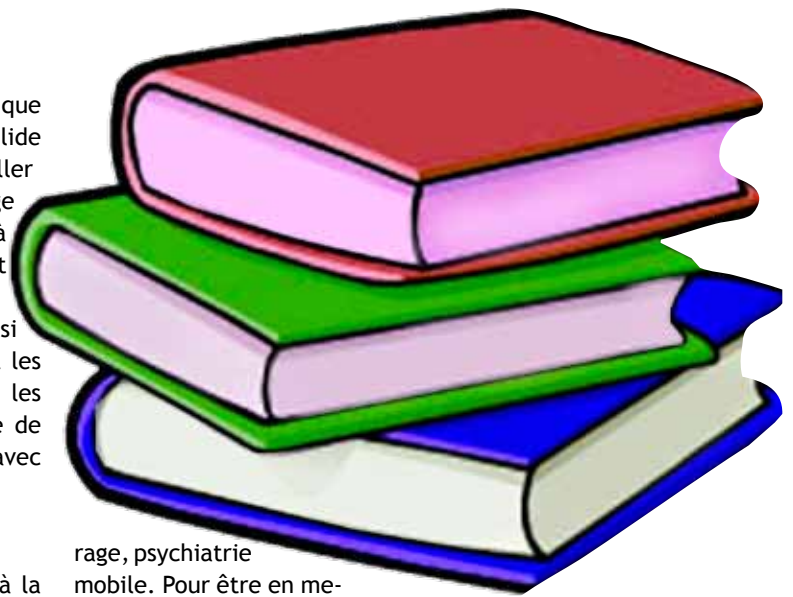
la possibilité d'acquérir un savoir être et des savoir-faire que seul le couplage d'une formation théorique et d'une solide pratique du terrain est en mesure de fournir. Car travailler avec des personnes ayant des problèmes d'addiction exige une disponibilité, un sens de l'écoute et une capacité à gérer les angoisses et les frustrations (celles des autres et également les siennes).

En plus de ces dispositions, se former à EGO c'est aussi apprendre à articuler, à contextualiser les situations et les problématiques, à mobiliser les différents savoirs pour les comprendre et leur trouver des solutions. Il est inutile de préciser que ces situations sont souvent complexes et avec des facettes médicales, sociales, judiciaires, etc.

EXPLOITER LA MOINDRE ACCROCHE

Comme notre travail se caractérise par une dimension à la fois collective et individuelle, le travailleur social en formation apprend à gérer le collectif en créant les conditions d'une bonne cohabitation (prévenir la violence, organiser des activités collectives, encadrer des sorties, aller à la rencontre des usagers sur les lieux de consommations, etc.) Et, parallèlement, il doit apprendre à gérer les personnalités difficiles, écouter et être attentif aux particularités, tout en étant en mesure de recueillir voire de susciter les demandes individuelles. C'est également savoir mobiliser les potentialités de la personne ou du groupe et exploiter la moindre accroche comme levier pour aider l'autre dans une démarche de progrès. Ces deux aspects de notre travail nécessitent un effort constant d'adaptation à la nature des difficultés rencontrées, une capacité à gérer certains problèmes dans l'urgence, et d'autres en travaillant sur le long terme.

Chez nous, le travailleur social en formation apprend à travailler en équipe, à utiliser les ressources et les compétences disponibles en interne (mobiliser la pluridisciplinarité de l'équipe) tout en ayant la possibilité de s'appuyer sur notre dense réseau partenarial offrant les prestations les plus diverses : hébergement, cure et post-cure, soutien à l'entou-



rage, psychiatrie mobile. Pour être en mesure de former et de transmettre, nos salariés reçoivent régulièrement, que ce soit en interne ou en externe, des cycles de formations leur permettant d'actualiser leurs connaissances et de suivre l'état des savoirs et de la recherche qui ne cessent de progresser dans notre domaine.

C'est donc régulièrement que des intervenants spécialisés viennent nous entretenir sur des sujets aussi divers que les hépatites, le droit au logement, la neurobiologie de la drogue, les problèmes psychiatriques liés aux addictions, et bien d'autres sujets en rapport avec les problématiques de nos usagers. À ce propos, il faut signaler que beaucoup de nos salariés ont des diplômes ou sont inscrits dans des cursus universitaires, interviennent dans des colloques internationaux ou font partie de diverses commissions techniques. Cette ouverture vers le domaine de la recherche et ce fort ancrage dans la pratique font de nos terrains de stage un vivier de formations pour des générations de travailleurs sociaux qui exercent en tant que professionnels appréciés dans différentes structures.

ABDELLAH BERGHACHI
Educateur STEP



LE ONZE D'EGO À CLAIREFONTAINE

Nous étions treize, Barry, Hichem, MaJid, Tahar, Samir, Ricko, Patrick, Vincent, Hamed, Mohamed accompagnés de Maurice, Sylvain et Yolande. Et grâce à notre collègue Sofiane, nous avons eu la chance, le 31 août dernier, d'assister pour la seconde fois, à Clairefontaine, à l'entraînement de l'équipe nationale de football. Nous sommes arrivés vers 17h30 peu avant la sortie des joueurs pour les autographes et la séance de photos. C'est la tradition en équipe de France de football, qu'avant de démarrer l'entraînement, les joueurs viennent prendre un bain de foule en signant les autographes. Une fois la séance de signature terminée, les fans que nous sommes avons rejoint les gradins afin de suivre l'entraînement des joueurs à la grande satisfaction de nos amis de l'équipe de football d'EGO. Nous avons fini, dans la bonne humeur, de regarder les joueurs de l'équipe de France évoluer dans leur préparation du match amical contre le Portugal. Après un rafraîchissement, nous avons quitté avec regret, mais le cœur léger le Centre sportif de Clairefontaine pour regagner Paris vers 21h00. Sur le chemin du retour les discussions ont tourné autour de ces moments inoubliables avec l'équipe de France de football.

SYLVAIN MOLOTOALA
éducateur spécialisé



échos.dego

“ REPRENDRE CONFIANCE EN SOI POUR FAIRE CONFIANCE AUX AUTRES ”

Vincent, nouveau président du
Conseil de la vie sociale



À PEINE ÉLU, VINCENT, LE TOUT NOUVEAU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA VIE SOCIALE S'EST ADRESSÉ AUX USAGERS D'EGO.

« J'ai entendu et vu beaucoup de choses. Je suis surtout épaté par tout ce qui est mis en œuvre pour les gens démunis. Je prends aussi conscience que nous ne sommes pas tous issus du même moule, de la même classe sociale. La consommation et la tournure qu'elle prend est vraiment différente et ceci pour plusieurs raisons.

Beaucoup de gens pensaient que la drogue concernait une « certaine » population. Avec le temps qui passe, les consommateurs changent ainsi que les comportements qui accompagnent ces changements : la prostitution liée à la drogue, des enfants qui font le guet pour 30 euros la journée... eh bien, ce petit guetteur va avoir un rapport différent à l'argent, pas le même que le petit jeune qui grandit dans un endroit paisible, calme. (...) Quand on a un regard extérieur sur le milieu et sur les toxicomanes, on voit forcément les choses différemment. Et moi, j'ai un regard de l'intérieur, je suis juste le représentant des usagers. Alors votre représentant doit-il consommer ? Ou a-t-il dû consommer pour avoir confiance en lui ? Eh bien, je dis non, pas obligatoirement. En ce qui me concerne

je demande votre confiance. Il faut assister aux réunions, il faut savoir ce qui se passe autour de vous, dans le pays où vous comptez résider. Je m'adresse à tout le monde et peut-être parmi vous y a-t-il des gens qui n'ont pas de papiers, qui ne savent pas lire, pas écrire.

Je m'adresse à tous les sans voix car ici à EGO vous en avez une. Vous avez l'opportunité de vous faire entendre, de vous faire comprendre. Nous sommes des toxicomanes, mais cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas des hommes, des femmes à part entière. Et le Conseil de la vie sociale est aussi là et surtout pour vous.

Le monde ne doit pas tourner sans que vous sachiez l'heure qu'il est. Il est important que vous repreniez confiance en vous, pour pouvoir faire confiance aux autres. Car tendre la main n'est pas honteux tant que l'on sait pourquoi on le fait.

Je veux aussi dire un mot aux intervenants qui nous accompagnent. Je sais que vous répondez à une attente évidente, que vous faites tout ce dont vous êtes capables et je vous sens tous très motivés dans votre travail. Je précise que personne ne me force à écrire ce que je pense. Je suis tout simplement touché par cette prise de conscience qui me fait beaucoup de bien à moi aussi. Vous êtes une bonne équipe. »

VINCENT

CINQ
CANDIDATS
POUR UNE
PRÉSIDENTE



Comme il est de coutume pour élire un nouveau président du Conseil de la vie sociale (CVS) les candidats au poste ont pu pendant deux semaines faire connaître leurs motivations, leurs programmes, bref faire campagne pour rassembler le maximum de voix sur leurs noms. Cette année ils étaient cinq à se présenter aux suffrages de leurs pairs. Les usagers du Centre d'accueil et de Step ont déposé leurs bulletins dans l'urne prévue à cet effet les 15 et 16 juin. Le dépouillement a eu lieu le 17, 133 personnes ayant pris part au vote. C'est Vincent qui est arrivé en tête à quelques voix devant Laurence, suivie par Oleksander, Mohamed et Choukri. Un moment fort de la vie démocratique de l'association.

vies.de.quartier

LA GOUTTE D'OR UN QUARTIER DE DÉMOCRATIE ET DE SOLIDARITÉ

Après avoir été évacués début juin du boulevard de la Chapelle où ils avaient trouvé un refuge bien précaire, un certain nombre de réfugiés se sont retrouvés dans la rue Pajol et dans le quartier de la Goutte d'Or et notamment à la Salle Saint-Bruno qui a ouvert ses portes pour accueillir les plus fragiles.

Dans cet arrondissement, et principalement dans le quartier de la Goutte d'Or, la solidarité et l'humanisme s'entretiennent au fil du temps et des générations. C'est ainsi que dès 1991, différentes associations se sont regroupées autour de la Salle Saint-Bruno afin de « promouvoir, conduire et soutenir toute initiative collective dans le but de favoriser le vivre ensemble et le développement global du quartier de la Goutte d'Or. » EGO a bien évidemment fait partie de ce collectif, dès sa création. Aujourd'hui la Salle Saint-Bruno, qui organise chaque année la fête de la Goutte d'Or, regroupe 40 associations, des bénévoles, un représentant du conseil de quartier, le responsable de l'Equipe de développement local ainsi que cinq élus de la municipalité.

Mais l'investissement des associations et des habitants va au-delà comme en témoigne leur participation aux différentes instances de la vie locale. Ils prennent toute leur place dans le Conseil de quartier (1) lieu de débats et d'échanges avec les élus et l'administration, lieu d'élaboration de projets à l'échelle du quartier et financés grâce à un budget accordé par la Ville de Paris. Enfin, il peut émettre des vœux qui seront soumis au Conseil municipal. Le Conseil de la Goutte d'Or fonctionne avec une équipe d'animation de quinze personnes tirées au sort dans une liste de volontaires. Abdellah Berghachi, éducateur spécialisé à EGO et habitant la Goutte d'Or a été membre de l'équipe d'animation. Il convient encore d'ajouter la consultation des associations dans le Comité d'initiative et de consultation d'arrondissement (CICA) (2). Le CICA est une instance autonome de démocratie participative en relation avec les élus. Il est présidé par le maire d'arrondissement et le bureau est composé de quinze membres qui ont fait acte de candidature et qui ont été tirés au sort.

Enfin, une nouvelle instance de concertation est en cours d'organisation : Le Conseil citoyen (3). Composé pour moitié d'associations et d'acteurs locaux et pour moitié d'habitants dont une partie tirée au sort, ce conseil doit contribuer à l'élaboration du « projet de territoire » des quartiers

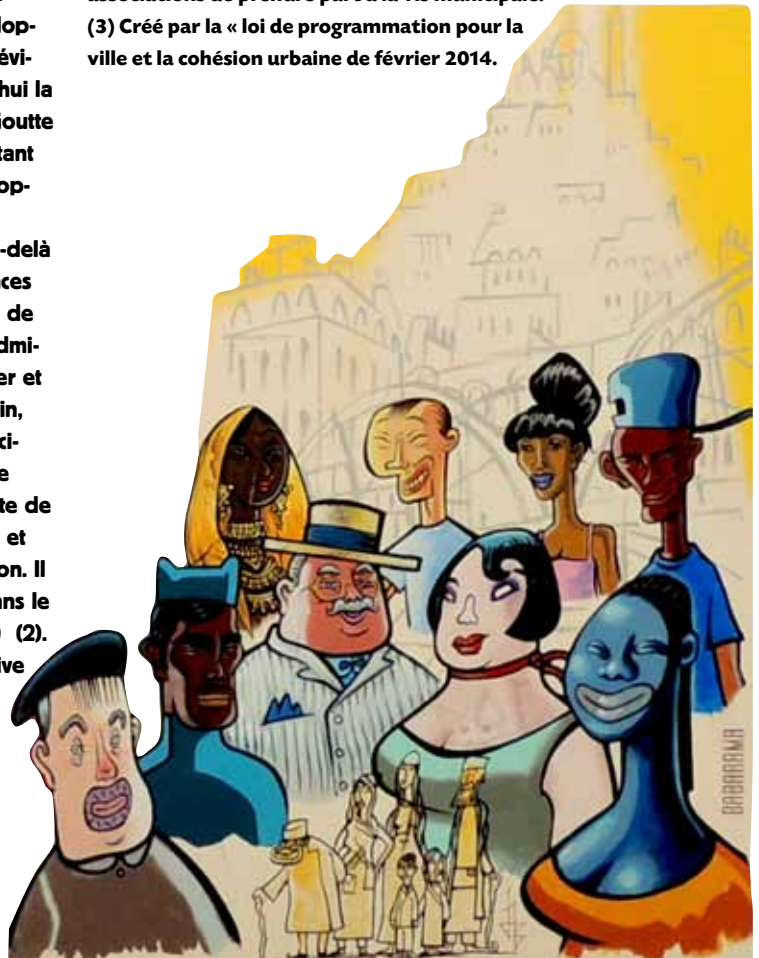
« politique de la ville » et émettra son avis sur ce projet qui sera soumis au vote du Conseil de Paris cet automne. La participation des habitants à la vie de leur quartier existe évidemment ailleurs. Mais ici, elle est particulièrement vivante et représente une force démocratique rare.

Mireille RIOU

(1) Les Conseils de quartier ont été créés par la loi du 27 février 2002 dite « loi Vaillant » relative à la démocratie de proximité.

(2) Mis en place par la loi de décentralisation de 1982, il permet aux associations de prendre part à la vie municipale.

(3) Créé par la « loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de février 2014. »



vies.de.quartier

Drogue et délinquance empêcher la récidive

MME CHRISTIANE TAUBIRA, GARDE DES Sceaux ET MINISTRE DE LA JUSTICE, A INSTALLÉ À BOBIGNY, LE 30 JUIN DERNIER, LE COMITÉ DE PILOTAGE D'UN NOUVEAU DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL DESTINÉ À PRÉVENIR LA RÉCIDIVE DES ACTES DE DÉLINQUANCE EN LIEN AVEC LA CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES. CE PROJET PILOTE, QUI VIENT DE DÉMARRER POUR UNE EXPÉRIMENTATION SUR DEUX ANS, EST TOUT À FAIT INNOVANT, TANT PAR SON CONTENU QUE PAR LE RÉSEAU D'INTERVENANTS QU'IL MOBILISE.



Disons le tout net, faire travailler ensemble sur un projet alternatif à la prison la justice et les acteurs du soin est (presque !) une petite révolution. C'est pourtant le fruit de ce travail en commun qui a permis la naissance de ce dispositif, porté par la MILDECA⁽¹⁾ et le ministère de la Justice. De quoi s'agit-il ? Tout simplement de trouver des réponses différentes au cercle infernal usage de drogues/délinquance/prison qui est le parcours d'un certain nombre de consommateurs de produits psychoactifs.

Ce programme a pour objectif de prévenir la récidive des auteurs de délits liés à leurs conduites addictives. Alternative à l'incarcération, il s'inspire d'une expérience québécoise qui consiste en un suivi médico-judiciaire strict et intensif, en milieu ouvert. Evidemment, tous les auteurs de ces délits ne seront pas éligibles à ce programme. Les personnes concernées sont celles dont le lien entre délinquance et addiction est avéré, qui sont récidivistes et, condamnées à une peine de prison avec sursis, n'ont pas respecté les conditions de leurs mises à l'épreuve. Enfin, ces personnes doivent

consentir à entrer dans ce programme et s'engager à le respecter.

L'identification des personnes éligibles à ce programme expérimental sera rendue possible grâce à la collaboration étroite entre les forces de police, les professionnels de la justice et les acteurs médico-sociaux dès le début de la procédure judiciaire. Cette collaboration est le résultat d'une sensibilisation et d'une formation de l'ensemble des professionnels engagés dans cette expérimentation.

Ainsi, dès la garde à vue, les enquêteurs ou l'avocat pourront rapporter au Parquet les éléments d'information permettant aux magistrats d'identifier, parmi les personnes interpellées, celles qui sont susceptibles de rejoindre le programme. En fonction de ces éléments, le Parquet demande une enquête sociale rapide réalisée pendant la garde à vue ou au moment du défèrement au tribunal en cas de comparution immédiate. Lors de l'audience, les juges se prononcent au regard des éléments de cette rapide enquête, des réquisitions du Parquet, des éléments apportés par

l'avocat et de ceux du Juge d'application des peines ainsi que du service pénitentiaire si la personne est déjà connue de la justice. Le candidat au dispositif est alors placé sous contrôle judiciaire durant deux mois, jusqu'à l'audience devant une chambre spécialisée.

UNE ÉVALUATION DU PRÉVENU

Pendant le contrôle judiciaire (qui peut s'accompagner d'une limitation de se déplacer, d'une surveillance...) une évaluation de l'auteur des actes de délinquance est engagée. Cette évaluation, réalisée par une équipe médico-sociale, vise à évaluer la sévérité de la dépendance, le risque de récidive.

Au terme de cette évaluation, le coordinateur justice (la directrice adjointe du SPIP⁽²⁾) et le coordinateur santé (un professionnel du CSAPA) se prononcent sur l'éligibilité de l'auteur et remettent leurs conclusions au tribunal, en vue de la comparution de l'intéressé devant la chambre spécialisée.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, et dès lors que l'auteur manifeste son adhésion au projet, le juge recourt à

la procédure d'ajournement et de mise à l'épreuve. La personne déclarée coupable fera l'objet d'un suivi probatoire pendant une année, avant le prononcé de sa peine. Il lui sera également rappelé que l'engagement dans ce programme implique qu'il ne doit pas commettre de nouveau délit, qu'il doit travailler sur son addiction et faire des efforts d'insertion. Le suivi du programme comptera parmi ses obligations de mise à l'épreuve et sera pris en compte au moment du prononcé de sa peine.

L'ENTRÉE DANS LE PROGRAMME

Le programme s'effectue avec un double suivi, judiciaire et médico-social, très strict et intensif. Il est placé sous le contrôle constant des coordinateurs Justice et Santé et est adapté aux besoins spécifiques de la personne pour prévenir de nouvelles infractions. Un suivi judiciaire est effectué chaque mois sur convocation du Juge d'application des peines. La première a lieu quinze jours après l'audience en correctionnelle et la dernière quinze jours avant l'audience du prononcé de la peine. Lors de ces convocations, un des coordinateurs du programme accompagne le probationnaire et fait état de son suivi, de son évolution, de ses avancées.

Le suivi médico-social se déroule dans un local unique dédié à ce programme. Il est assuré par une équipe spécifique rattachée au CSAPA d'AURORE (choisi pour cette expérimentation) par une équipe du SPIP et deux associations culturelles. Durant l'année que dure ce programme, le bénéficiaire s'engage à suivre cinq jours par semaine et cinq heures par jour des activités collectives (groupes de paroles, production culturelle...) et individuelles (insertion, soins, activités sportives...) visant à renforcer ses compétences et à réduire son problème d'addiction. L'originalité de ce programme réside dans la place importante accordée à la culture comme facteur d'insertion.

LE TGI DE BOBIGNY EN PIONNIER

Le suivi s'appuie également sur l'apport de partenariats extérieurs avec les établissements spécialisés dans la prise en charge des personnes présentant des conduites addictives (CSAPA, CAARUD, CTR...), des professionnels de santé (médécins spécialistes, dentistes...), des dispositifs d'aide sociale à l'insertion (CAF, missions locales...), de structures d'accueil et d'hébergement. Des réunions de suivi des personnes entrées dans ce pro-

gramme rassemblent tous les professionnels sous l'autorité des coordinateurs du programme et sont organisées toutes les trois semaines.

En cas d'incident grave, le Juge d'application des peines peut saisir de manière anticipée le tribunal correctionnel pour que la peine soit prononcée. Ce projet pilote, qui a débuté le 15 mars dernier en Seine-Saint-Denis avec le tribunal de Bobigny, est prévu sur deux ans pour 40 à 50 personnes. Il fera l'objet d'une double évaluation d'implantation et d'impact.

Lors de l'installation de ce comité de pilotage, Danièle Jourdain Menninger,

présidente de la MILDECA a salué l'engagement de l'ensemble des partenaires publics et associatifs et le soutien du ministère de la Justice, sans qui l'expérimentation n'aurait pu voir le jour. Souhaitons que cette initiative audacieuse, jamais tentée en France, puisse être étendue à d'autres juridictions.

MIREILLE RIOU

(1) MILDECA : Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives.

(2) SPIP : Services pénitentiaires d'insertion et de probation.



TROIS COMITÉS POUR UNE EXPÉRIMENTATION

Le dispositif sera suivi par trois comités distincts.

1- UN COMITÉ OPÉRATIONNEL chargé d'aplanir les difficultés et de proposer si nécessaire des adaptations du dispositif pendant la durée de l'expérimentation. Il pourra demander une réunion du comité de pilotage et le saisir des questions qu'il estime devoir porter à sa connaissance. Composé des personnes mettant en œuvre l'expérimentation et des acteurs locaux qui les accompagnent, il se réunit tous les 3 mois.

2- UN COMITÉ DE PILOTAGE composé des représentants institutionnels des services impliqués dans la mise en œuvre du dispositif au niveau local et national. Les réunions de ce comité sont organisées, tous les 6 mois, par la MILDECA.

3- UN COMITÉ SCIENTIFIQUE composé de professionnels et d'universitaires de tous les champs ayant particulièrement travaillé sur les questions de soins contraints, de probation, de partage des informations dans le cadre du secret professionnel. Il se réunit tous les 6 mois et ce sont les représentants de la MILDECA qui feront le lien entre le comité de pilotage et le comité scientifique.

QUAND D'ANCIENS PRISONNIERS FONT BOUGER LE SYSTÈME CARCERAL

EN EUROPE DU NORD, DES ASSOCIATIONS METTENT EN OEUVRE UNE CHOSE QUI SEMBLE IMPOSSIBLE EN FRANCE COMME INTRODUIRE DE LA DÉMOCRATIE DANS LES PRISONS, SALARIER D'ANCIENS DÉTENUS POUR ACCOMPAGNER LES PERSONNES INCARCÉRÉES, ACCORDER DES PERMISSIONS DE SORTIE POUR QUE DES PRISONNIERS PRENNENT PART AUX DÉBATS NATIONAUX. REVUE DE DÉTAIL DE TOUTES CES INITIATIVES VENUES DE GRANDE-BRETAGNE, DE NORVÈGE, DE FINLANDE, D'UKRAINE DE BIÉLORUSSIE OU ENCORE DU DANEMARK.

Un numéro récent de *Dedans Dehors*, le magazine de l'Observatoire International des Prisons (OIP, section française) fait entendre des choses oubliées, auxquelles on finirait par s'habituer malgré l'évidence : l'écart gigantesque qui sépare très souvent les intervenants sociaux des publics auxquels ils s'adressent, l'absence radicale de démocratie qui mine les prisons, l'impossibilité pour les sujets d'y faire entendre leurs voix et l'impasse dans laquelle tous se retrouvent alors. Dans un court dossier, d'anciens détenus y rendent compte de l'activité d'associations qu'ils ont montées dans différents pays d'Europe du Nord (Grande-Bretagne, Suède, Norvège, Finlande, Danemark, Ukraine, Biélorussie) et entendre ce qu'ils font et disent rappelle un principe très simple : on devrait arrêter de parler à la place des gens. La tâche devrait être de créer les conditions pour qu'ils parlent eux-mêmes. Et ces conditions ne peuvent apparaître que lorsque se construisent des points d'existence et de résistance collective. Petite revue d'initiatives, par ordre chronologique d'apparition.

En Norvège l'association KROM pour la ré-
pénale, un groupe de pression consti-
tué dès les an-
nées 70, a pris pour principe
de base la participation
des personnes incarcérées.
Au fil des années, et malgré
les résistances initiales
du système pénitentiaire, l'accord
de permissions de sortie
pour que des détenus prennent part à ses
conférences annuelles a fini
par devenir courant : 15 à 20 % des personnes qui y participent sont concer-
nées. Ces témoins directs de la vie carcérale y siègent au côté de représentants
du ministère de la Justice, des personnels pénitentiaires ou d'autres acteurs
du monde judiciaire, et les rencontres annuelles de KROM ont pris valeur au-
jourd'hui d'institution, témoigne un observateur : « Le mélange des personnes
et des professions, la réunion et l'affrontement entre le haut et le bas du
système carcéral, en font des conférences uniques dans le contexte norvégien (...). De nombreux participants semblent penser [qu'elles] rechargent
leurs batteries critiques ». Plutôt qu'être mises au ban, dissensions et dif-
férences de statut servent de moteur au débat. Et nul ne parle ici à la
place des autres, tous les types de voix sont représentés.

L'association CRIS a été créée de son côté en Suède en 1997, en Finlande en 2003, puis dans six autres pays dont le Danemark, l'Ukraine et la Biélorussie. Son sigle signifie à la fois « Crise » et « Criminels en réintégration dans la société » (Criminals' Return Into Society).

ANCIENS DÉTENUX ACCOMPAGNANTS

Elle est constituée d'anciens délinquants réinsérés de longue date, qui travaillent dans et hors la prison. Si les anciens condamnés sont qualifiés pour accompagner leurs pairs dans un difficile processus de réinsertion, c'est parce qu'ils « ont vécu tout le processus et savent mieux que quiconque ce qu'il faut pour rompre le cycle [de la délinquance] », expliquent les militants. Dans les murs ils animent des réunions pour les détenus, orientées vers le partage d'expériences et l'information sur les possibilités et les difficultés qui se présenteront à la sortie. Ils proposent aussi à ceux qui le souhaitent un accompagnement individuel par un « mentor », qui se poursuivra une fois franchie la porte de la prison. Hors les murs, cet accompagnement se poursuit jusqu'à ce que le nouvel ex-détenu puisse « tenir sur ses propres pieds », disent-ils, et l'association anime des centres d'accueil ouverts six jours sur sept. Lieux de rencontre avec des professionnels ou des « pairs » qui peuvent aider le processus de réinsertion, ces centres permettent aussi de « construire de nouveaux réseaux et amitiés ». Une condition pour se forger une nouvelle identité sociale et repartir sur un autre pied.

L'association User Voice a été créée en 2009 en Grande-Bretagne par Mark Johnson, lui aussi ancien condamné. Indépendante des pouvoirs publics et dirigée par d'anciens détenus, employant d'anciens prisonniers, elle développe une activité portée à 85 % par ces derniers et mène des actions en milieu ouvert, auprès des services de probation et à la sortie de prison. Mais elle a surtout la particularité de proposer des méthodes d'intervention dans la prison même, qui permettent aux condamnés de participer aux réponses qui les concernent. Sa philosophie va bien au-delà d'une simple réduction des tensions ou d'une amélioration de la gestion des lieux d'enfermement : il s'agit qu'on y entende les détenus. « On ne peut pas continuer avec une approche de la résolution des problèmes sociaux qui permet à la classe moyenne éduquée de participer, mais pas aux gens qui subissent ces problèmes, dit Johnson. Cela donne un système judiciaire au service des professionnels et des institutions, mais pas des usagers ». (...) « Pour faire évoluer les services, il faut une représentation démocratique de leurs utilisateurs. » Or cette représenta-

tion est possible, les Conseils de prison mis en place par User Voice dans neuf prisons depuis 2009 le montrent. L'association intervient à la demande de chefs d'établissement, qui l'appellent généralement après des incidents graves - ainsi la prison d'Oakwood, près de Birmingham, qui l'a contactée après des émeutes en janvier 2014. Une fois le principe acté, les Conseils de prison sont montés en trois temps. Un premier de formation du directeur, des personnels, puis des détenus. Un second de discussions et de consultations qui permet de faire émerger leaders et micro-partis thématiques (réinsertion, activités en détention, formation...) chargés d'élaborer des programmes, de choisir des porte-paroles et de mettre en place des équipes de campagne - les surveillants sont eux aussi invités à rejoindre des partis, toute la prison est impliquée.

DES URNES INSTALLÉES EN DÉTENTION

Enfin un troisième temps d'élections, le vote s'effectuant pour un parti et non pour des personnes, de façon à éviter que certains fassent valoir des intérêts particuliers. « Des urnes sont installées en détention, c'est un moment génial. Les taux de participation sont toujours élevés, dans les 70 à 80 %. Pour beaucoup c'est une première occasion d'exercer sa citoyenneté », raconte Johnson.

Une fois les sièges répartis, à la proportionnelle, le Conseil se met en place. Il se réunit d'une fois par semaine à une fois par mois, selon les besoins. Présidé par un personnel d'encadrement, qui tranche si nécessaire et endosse la responsabilité des décisions, mais toujours facilité par un membre de User Voice, ses travaux portent sur des sujets très divers, de l'organisation des visites ou l'accès à l'éducation à la décision de nettoyer à fond les parloirs ou d'autoriser les ouvre-boîtes en cellule... Ils ne suscitent pas de révolution radicale, sans doute. Mais à s'écouter mutuellement, les détenus saisissent mieux les contraintes bureaucratiques des personnels, et les personnels comprennent mieux les revendications des détenus. « Les relations s'améliorent nettement, il y a plus de confiance, moins de tensions et d'anxiété. » À défaut de faire bouger les murs, User Voice fait sérieusement bouger les lignes. « Nous sommes les premiers à avoir d'anciens délinquants qui interviennent dans les coursives et ont les clés comme les surveillants ! se réjouit Mark Johnson. Notre simple existence perturbe le système et le met en question. »

AUDE LALANDE



L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS

L'Observatoire international des prisons (OIP) est né en 1990 à Lyon avec pour but de promouvoir le respect des personnes incarcérées au regard des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il a obtenu un statut consultatif à l'ONU en 1995. Juridiquement créée en janvier 1996, la section française est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, à but non lucratif et indépendante des pouvoirs publics. Elle s'attache à promouvoir le respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes incarcérées. L'association fonde son action sur les dispositions de droit interne et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui prévoient que chacun a droit, en tout lieu, à la reconnaissance de sa personnalité juridique et que nul ne peut être soumis à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.



L'Association franco-phonique pour le savoir (ACFAS) a tenu au Canada, du 25 au 29 mai, son 83ème congrès. Les hôtes, l'université du Québec à Rimouski (Uqar), le Cégep de Rimouski et l'institut maritime du Québec (Imq) ont accueilli près de 3500 scientifiques et le congrès a entendu pas moins de 2500 communications. Celles concernant les nouveaux usages des psychotropes ont particulièrement attiré l'attention de Mathieu Lovera, éducateur à STEP, venu partager avec le congrès ses connaissances sur les spécificités propres à l'usage des drogues dans les rues du nord-est parisien.

LES NOUVEAUX USAGES DES PSYCHOTROPES

Cet événement est l'occasion pour la communauté scientifique francophone de présenter ses plus récents travaux dans des disciplines aussi diverses que les mathématiques, la biologie marine, la sociologie, les sciences de la santé, les arts et les lettres ou l'histoire, de débattre de questions d'actualité ou discuter entre chercheurs, et avec le public, des résultats des recherches.

DU QUÉBEC AU NORD-EST DE PARIS

En outre, ce congrès est reconnu comme un lieu privilégié où la « relève scientifique » vient présenter ses premiers travaux en français en les confrontant au jugement critique de pairs. Cet événement donne une grande place aux travaux de jeunes chercheurs, contribuant au développement de la vitalité du milieu de la recherche. « Sortir des sentiers battus », tel était le thème de ces cinq jours de l'édition 2015 du congrès.

Parmi les dizaines de colloques, communications libres, soirées thématiques ou projections de films scientifiques, un colloque en particulier a mis la puce à l'oreille de l'apprenti chercheur que je suis : « Nouveaux usages de psychotropes, entre thérapeutique et récréatif ». Invité par l'Université du

Québec à Rimouski, j'ai ainsi eu l'occasion d'y présenter une communication(1) sur les spécificités des usages de drogues des rues du nord-est parisien, ainsi que sur le brouillage qui existe, aujourd'hui de manière plus significative qu'auparavant, sur le statut social du psychotrope. Si, tel le pharmakon, celui-ci se caractérise intemporellement par une ambiguïté entre thérapie et plaisir, entre remède et poison, un ensemble de pratiques actuelles transforme la typologie des usages (médical/non médical, traitement/prévention). Cette communication se proposait donc d'interroger notamment ce « trouble des frontières »(2), à travers les cadres de l'expérience tels que la méthode ethnographique les met en lumière.

DES PRATIQUES SOCIO-CULTURELLES

De manière générale, cette journée de colloque se donnait comme ambition de dégager, au-delà de l'approche épidémiologique dominante et loin de tout « pharmacocentrisme », des axes de travail et de réflexion autour des consommations contemporaines de psychotropes en tant que pratiques socio-culturelles significatives.

Cette journée de conférences et de débats s'est donc articulée autour de deux fils conducteurs. Le premier avait pour objet de s'intéresser aux normativités et logiques de contrôle qui visent à réguler les pratiques d'usages, notamment à travers les enjeux qui sous-tendent la classification des psychotropes. Il s'agissait également d'examiner les logiques



de pathologisation et de biomédicalisation des usages. Enfin, un autre axe de travail concernait les dynamiques culturelles et identitaires des pratiques de consommation contemporaines, entre désir de résistance et conformité, plaisir et addiction, contre-culture et culture dominante.

ARDENT DÉSIR DE CONFORMITÉ

Marcelo Otero, de l'Université du Québec à Montréal, était en charge de la conférence d'ouverture, dont le titre résumait à lui seul le renversement actuel des façons d'appréhender les catégories traditionnelles de la déviance : *Insiders : l'ardent désir de conformité*(3). En effet, la consommation accrue de médicaments de performance, la légitimité croissante des usages adaptatifs de psychotropes invitent à revisiter les définitions classiques (fonctionnalistes et interactionnistes) de la déviance synonyme de défaut d'obéissance, et pensées à travers les écarts et les modes d'adaptation ou d'inadaptation à la norme ou encore les sanctions sociales qui en découlent. Il convient alors de se demander s'il n'est pas aujourd'hui plus adéquat de mobiliser des catégories caractérisées par la sur-obéissance ou l'hyper-responsabilité afin de décrire les modulations normatives - problématiques ou non - dans des sociétés contemporaines marquées par l'individualisme. Marcelo Otero propose pour cela d'avoir plutôt recours à des oxymores mi-éthiques mi-sociologiques tels que le « bon dopage » ou « l'innovation conformiste »...

Parmi les communications qui ont jalonné le colloque, nombreuses sont celles qui viennent appuyer cette analyse, et on ne pouvait qu'être réjoui de la diversité des terrains de recherches et des approches méthodologiques et disciplinaires. Trois d'entre elles illustrent cette grande variété et méritent qu'on s'y arrête. Annamaria Fantauzzi (Université de Turin) est ainsi venue présenter les résultats d'une recherche ethnographique réalisée dans un centre parisien prenant en charge des personnes immigrées ayant pour la plupart des troubles mentaux et des conditions de vie précaires. À travers les principes de l'anthropologie médicale et de l'ethnopsychiatrie, son travail analyse d'une part la dynamique de la prescription de psychotropes à ce type de malades, qui quelquefois semblent « jouer » avec la maladie dans la mesure ou le fait d'être

dépendants du médicament les autorise à rester à Paris puisqu'il n'est pas disponible dans le pays d'origine, et d'autre part la dépendance à ce médicament, qui donne une raison d'oublier sa propre souffrance psychique issue d'une souffrance sociale. Le psychotrope devient alors une aide pour la réélaboration du trauma de la migration et un refuge qui offre un soutien dans le pays d'accueil. Pour sa part, Frédéric Legault (Université du Québec à Montréal) s'est intéressé aux usages de stimulants dans un objectif de performance physique et intellectuelle, et notamment d'amphétamines, dans les salles de fitness et les milieux étudiants. Son enquête s'attache à montrer que le recours non-médical aux dérivés amphétaminiques s'inscrit dans une métamorphose de la perception de la santé autour d'une logique de pathologisation/médicalisation des états vagues de fatigue. Le chercheur présente également ce recours aux amphétamines comme étant tout-à-fait compatible avec un système normatif qui conçoit l'individu comme étant capable de s'adapter à toutes les situations grâce à ses capacités individuelles et son initiative. Enfin, son travail met en lumière une convergence socio-économique forte entre les effets stimulants des amphétamines et les exigences de performance constante qui caractérisent la société occidentale contemporaine.

USAGE MEDICAL ET USAGE DE RUE

Jonathan Glendenning (Université de Montréal) a quant à lui choisi comme terrain d'étude le site d'injection supervisée *Insite*, seule salle de consommation du Canada, située à Vancouver. Son travail se propose ainsi d'analyser, dans les discours et les pratiques des usagers et professionnels, la tension licite/illicite qu'aménage *Insite*. Il montre qu'*Insite* est un lieu où se manifestent et s'affrontent une culture médicale de l'usage (responsable et sécurisée) et une culture de l'usage « de rue » (irresponsable et dangereuse). Jonathan Glendenning décrit ainsi l'institution comme un « espace disciplinaire » avec ses règles, ses protocoles et ses interactions obligées avec des « agents de la normalité sociale », favorisant l'adoption par ses usagers de routines d'usages sécurisées et d'une forme d'individualité sociale caractérisée par les injonctions d'autonomie et de responsabilité individuelle. Loin de

NOTES

(1) Celle-ci représentait pour une grande part une recherche menée actuellement à l'EHESS dans le cadre d'un master en anthropologie de la santé, et avait pour titre « Crack et médicaments détournés. Les usages à l'épreuve de la rue ».

(2) Pour reprendre le sous-titre de l'ouvrage d'Alain Ehrenberg (dir.) « Drogues et médicaments psychotropes. Le trouble des frontières ». Editions Esprit, 1998.

(3) En clin d'œil au classique de sociologie de la déviance d'Howard Becker, « *Outsiders* ». *Etudes de sociologie de la déviance*, Métailié, 1985.

(4) Henri Bergeron, « Nouvelle santé publique et individualisation », *Prospective Jeunesse*, n°59, 2011.

remettre en question la philosophie de réduction des méfaits et ses bénéfices sur la santé publique, notamment en matière de VIH/sida et de diminution des overdoses, il définit néanmoins *Insite* comme un lieu de manifestation et de reconduction de la normativité sociale contemporaine. Une analyse très foucauldienne qui rejoint celle d'Henri Bergeron : dans un entretien à la revue belge *Prospective Jeunesse*(4), le sociologue s'attache ainsi à montrer que les politiques actuelles de prévention, de réduction des risques et de promotion de la santé s'accordent parfaitement avec une culture de l'individu d'inspiration néolibérale, qui survalorise les valeurs d'autonomie et de responsabilité individuelle tout en ignorant les forces sociales et économiques qui pèsent sur les personnes, et notamment les inégalités face aux risques, à la maladie et à la santé. Des réflexions dont on aurait tort de se priver pour penser notre système de soin et les orientations politiques qui encadrent notre travail auprès des usagers de drogues les plus vulnérables.

MATHIEU LOVERA
Educateur STEP



**E
S
È
O
P** **KAOTIC**

Moi, j'écris, j'm'enfouis, j'm'enterre
mais en fait j'm'en fiche !
traité par défaut, vivre dans l'illégalité
toujours la même galère, la même rengaine
jugé par défaut
indivisible, indestructible
le SDF sera la cible
incassable, infroissable, le plus détestable
appelle moi Rico l'infâme !
ils ont voulu clasher les mecs de la rue
si t'as du temps
et encore quelques dents
je suis de la trempe de Michael Owens
ton rap c'est des poèmes
t'as le flow comme Nolwenn !

**RICO DU NEUF-QUATRE
DA KAOTIK CREW**